



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Au-fil-de-la-crise>

Au fil de la crise

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2008 - N° 1093 - décembre 2008 -

Date de mise en ligne : mercredi 31 décembre 2008

Description :

Jean-Pierre Mon commente la reconversion des banquiers de la City de Londres, la sagesse de clients des banques suisses et le sauvetage des grosses américaines par l'Administration.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Reconversions douloureuses

À Londres, la vie des banquiers est devenue difficile : licenciements, suppression de la prime de fin d'année, réduction draconienne du train de vie professionnel, ... Ce qui a incité un des chefs de la police de la City à lancer un appel aux banquiers pour qu'ils viennent renforcer les effectifs de la cellule chargée de combattre la criminalité en col blanc au plus haut niveau. Les responsables de la City redoutent en effet une explosion des délits d'initiés, des transferts de fonds illégaux et des escroqueries commises par des professionnels au bord de la faillite. « En période de tourmente, comme celle que nous connaissons, les acteurs économiques commettent des actes désespérés pour essayer de se sauver, de cacher des pertes, de tirer avantage d'opportunités criminelles », prévient Peter Hahn, professeur à la Cass Business School. Pour démasquer les délinquants, les "flics" de la City doivent reconstituer le puzzle des circuits de l'argent à partir de morceaux épars ou dissimulés, devant lesquels les policiers de base sont perdus. Un banquier, par contre, sait poser les bonnes questions sur les montages et les produits financiers. « Il y a deux ou trois ans, il était impossible de recruter ce type de profil. Aujourd'hui, ce n'est plus du tout le cas », affirme le superintendant Head, chargé de la division "crime spécialisé". Quant aux candidats "flics-banquiers", ils peuvent négocier leur salaire en fonction de leur expertise, et ces habitués du "risque", bénéficieront désormais de la sécurité de l'emploi, de chèques-repas et de cinq semaines de vacances pleines... comme de simples fonctionnaires. Quelle déchéance !

Pas fous les Suisses !

Malgré un bénéfice net de 296 millions de francs suisses, la première banque suisse, UBS, n'a pu stopper l'hémorragie de capitaux : depuis janvier, les clients ont retiré plus de 140 milliards de francs suisses de la banque, dont 83,6 milliards entre juillet et septembre. La confiance règne !

La débâcle des banques allemandes

Début novembre, la Commerzbank, deuxième banque allemande, a demandé à être recapitalisée par l'État à hauteur de 8,2 milliards d'euros et à bénéficier d'une garantie de 15 milliards pour les prêts contractés auprès d'autres organismes. Aucune banque privée allemande n'avait encore eu recours au plan de sauvetage mis en place mi-octobre par Berlin (400 milliards de garanties et 80 milliards pour des injections de capital ou des rachats d'actifs "toxiques"). Si bien que (paradoxalement ?) le ministère des finances allemand déclarait qu'il espérait que « la démarche très responsable » de la Commerzbank serait suivie par l'ensemble du secteur. Il semble qu'il ait été entendu : dans la seule journée du 21 novembre, il a accordé 50 milliards d'euros de garanties aux banques en difficulté comme Hypo Real Estate (HRE) (20 milliards) et HSH Nordbank (30 milliards). Qui plus est, HRE a indiqué être en discussion avec les pouvoirs publics afin d'obtenir des mesures destinées à garantir ses liquidités. Principale victime de la crise financière, elle avait déjà été sauvée de la faillite par le gouvernement grâce à un crédit de 50 milliards d'euros. En fait, pour le moment, ce sont surtout les banques régionales, comme BayernLB ou la LBBW du Bade-Wurtemberg, qui ont recours au plan de sauvetage, après s'être lancées, ces dernières années, dans des investissements risqués pour accroître leur rentabilité. Bravo les prévisionnistes !

Aux États Unis...

C'est encore plus kolossal ! Les actions de Citigroup, ancien N°1 bancaire mondial [1], ont perdu plus de 70 % au cours du mois de novembre, malgré l'annonce récente de la suppression de 52.000 emplois. Étant « trop gros pour tomber » [2], le groupe ne pouvait qu'être secouru par le gouvernement américain. Le plan de sauvetage d'urgence est plutôt impressionnant : garantie de 306 milliards de dollars d'actifs risqués, injection de 20 milliards de dollars de capital en plus des 25 milliards fournis auparavant. Et attribution d'actions préférentielles portant un dividende de 8 %. Dans un communiqué publié le dimanche 23 novembre, le Trésor indiquait : « Le gouvernement américain s'est engagé à soutenir la stabilité des marchés financiers, ce qui est un préalable pour restaurer une croissance économique vigoureuse. Dans le cadre de cet engagement, il a conclu un accord avec Citigroup afin de lui apporter un ensemble de garanties d'accès à des liquidités et des capitaux ». Jusque là, la crise avait conduit au bord de la faillite des banques d'affaires comme Lehman, Bear Stearns, Morgan Stanley..., des caisses hypothécaires (Fannie Mae et Freddie Mac) ou des assureurs (AIG), mais Citigroup est la première banque universelle [3] qui a du être sauvée dans l'urgence par le gouvernement fédéral.

Lobbying efficace

L'amiante ne sera pas inscrite sur la liste des produits dangereux : le Canada, l'un des plus gros exportateurs d'amiante est parvenu à empêcher l'inscription de ce minerai sur la liste des produits dangereux. De nombreux pays ont d'ores et déjà exprimé leur inquiétude. Mais Claude Allègre, qui s'opposait au désamiantage de Jussieu, doit être heureux !!!

[1] Née en 1998 de la fusion entre Citicorps et Travelers, Citigroup est présente dans 106 pays. Elle compte 200 millions de clients et employait fin septembre 352.000 personnes. Sa capitalisation boursière ne s'élève plus qu'à 20 milliards de dollars. Elle était de 290 milliards en septembre 2007.

[2] NDLR : À propos de "trop gros pour tomber", en voir l'explication de F. Morin dans l'analyse de son livre, ci-dessous pages 9-11.

[3] C'est à dire offrant toute la gamme de services financiers : banque de détail, banque d'affaires, assurance, courtage, gestion de patrimoine.